



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité bidépartementale Eure Orne

Évreux, le 19 novembre 2024

Nos réf. : UBDEO/ERC/2024/11/373.

Vos réf. : /

Affaire suivie par : Aurélie BREARD

Tél. : 02 32 29 62 50

Courriel :

ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Réexamen IED dans le cadre de la parution des conclusions sur les MTD concernant l'activité de traitement de surface à l'aide de solvants organiques

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous avez déposé le 21 décembre 2021 un rapport relatif au réexamen des activités de l'établissement IED « Canpack France SAS », situé 3 Route de Rouen - BP 1101 à Saint-Marcel (27 950), au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques (BREF STS), revêtement et impression d'emballages métalliques.

Le respect de ces MTD vous est applicable à compter du **9 décembre 2024**, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du code de l'environnement.

Les éléments de votre dossier permettent de conclure à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de vos actes administratifs suivant l'article R.515-73 du code de l'environnement. En effet, les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 [...] de la nomenclature des ICPE prescrivent ces MTD qui vous sont opposables de droit et plus particulièrement :

- les MTD génériques reprises au point 2 de l'annexe 1 de l'AMPG précité
- les valeurs limites d'émission spécifiques à votre secteur d'activité qui sont précisées au point 3.9 de l'annexe 1 de l'AMPG précité.

Au vu des éléments transmis, aucune demande de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement, ni aucune demande d'appliquer des techniques alternatives n'est sollicitée. Par conséquent, tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter du 9 décembre prochain.



L'inspection note par ailleurs que vous avez choisi de respecter les valeurs limites des émissions totales annuelles de COV et non les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions canalisées de COV dans les gaz résiduels, en application de l'article 3.9.1.1 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3 février 2022.

En conséquence, je prends ici acte de votre engagement de mise en conformité de l'exploitation de vos installations au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité. Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par nos soins dès à présent, et à échéance du 9 décembre 2024, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. **Vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement, ni d'appliquer des techniques alternatives. Par conséquent, tous les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles et les mesures applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date.**

Vous indiquez que suite aux évolutions des encres et des vernis, leurs compositions sont différentes de celles étudiées lors du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 12 octobre 2012. Certaines des substances identifiées comme CMR issues de l'évaluation des risques sanitaires ont été substituées par des substances moins nocives. Compte tenu de ce qui précède, je prends note de votre engagement (cf. p35/45 du dossier de réexamen) à réactualiser l'étude de risques sanitaires et je vous remercie de nous transmettre cette étude mise à jour pour le 30 juin 2025 au plus tard.

Pour mémoire, les dispositions de l'article 27.7.c) visant les COV spécifiques et CMR de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation continuent pleinement de s'appliquer.

Vous veillerez à nous tenir informés de la progression de cette mise en conformité, et de conserver l'ensemble des éléments justificatifs à disposition de l'inspection des installations classées.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toutes informations que vous jugeriez utiles. Je vous prie de bien vouloir me tenir informé de toute difficulté dans la mise en œuvre de ces dispositions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation
Le chef du bureau des risques
technologiques chroniques,

Fabrice GRINDEL

Monsieur le Directeur
Société Canpack France SAS
3 Route de Rouen -BP 1101
27 950 Saint-Marcel